Burundi : Les non-salariés mis à contribution pour financer des élections

PANA, 06 juillet 2018 Plus de 3 millions de contributeurs potentiels à l'autofinancement des élections au Burundi Bujumbura, Burundi - Quelque 2.150.000 ménages, 461.091 élèves et 485.000 étudiants en âge de voter sont tenus de participer à l'autofinancement des prochaines élections générales de 2020 pour des montants compris entre 1.000 et 2.000 francs burundais (entre 0,5 et 1 dollar américain) par semestre, à compter de ce mois de juillet et ce jusqu'au 31 décembre 2019, a-t-on appris vendredi de source proche du ministère de l'Intérieur.

L'autofinancement intégral des prochaines élections est une réponse du pouvoir burundais au désengagement des partenaires techniques et financiers traditionnels suite à la grave crise électorale et des droits humains de 2015 dans le pays. Le chef de l'Etat burundais a déià offert de ne pas se représenter en 2020 pour un quatrià me mandat depuis 20 ce qui n'a toutefois pas dissipé complà tement la mà fiance de ceux qui s' ©taient opposés, dans la rue, Ã sa cal illégale » en 2015. Le recouvrement des cotisations auprà s des catégories non salariées de la population sera effectuÃ par les administratifs à la base, moyennant un reçu frappé du sceau : « Amatora meza 2020 » (Bonnes élections 2020 », selon le porte-parole du ministà re de l'Intérieur, Térence Ntahiraja. Le budget global des élections de 2020 est estimé à 70 milliards de francs burundais, soit la contrevaleur de 39,5 millions de dollars américains. L'autofinancemer du récent référendum constitutionnel a coûté 27,1 milliards de francs burundais (15,5 millions de dollars américains), selon Pierre Claver Ndayicariye, le président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Le montant a financé le logiciel de gestion des élections, l'élaboration du fichier électoral, la production des documents électoral (listes électorales et cartes d'électeur), l'organisation du scrutin, les dépenses liées au jour du scrutin ou encore rapatriement du matériel électoral de l'intérieur du pays vers les hangars de la Ceni à Bujumbura. Le référendum constitutionnel a triomphé sur un score de 73,25% de « Oui » des 4.768.142 de votants pour un taux de participation de 96,24%, selon l'arrêt de la Cour constitutionnelle du Burundi qui a, en même temps, débouté l'opposition à propo présumées «irrégularités», finalement «sans fondement». En prévision des élections générales de 2020, o autres catégories socioprofessionnelles de la population cotisent déjà depuis le 1er janvier dernier, en vertu d'une ordonnance conjointe des ministà res burundais de l'Intérieur et des Finances. Les cadres et simples fonctionnaires de l'Etat sont prélevés à la source, proportionnellement au salaire mensuel et devront encore s'acquitter des contribut niveau de leurs ménages. Les entrepreneurs, les confessions religieuses, les associations sans but lucratif, les commerçants, les Burundais de la diaspora ainsi que les opérateurs économiques contribuent selon « leur conscience patriotique ». Début juin dernier, le ministre burundais des Finances, Domitien Ndihokubwayo, a fait le point des préIà vements qui étaient déjà effectués au 1er mai pour un peu plus de 17 milliards de francs burundais (9,6 millions d dollars amÃ@ricains). Les dÃ@buts de l'opÃ@ration de collecte des fonds Ã@lectoraux ont Ã@tÃ@ marquÃ@s par une fronde da divers milieux, y compris au sein du Parlement burundais. A la mi-janvier, 25 députés de l'opposition parlementaire s'étaient fait les porte-parole du peuple, en prenant ouvertement position contre des contributions «forcées» qui viole la Constitution nationale. La correspondance en voulait pour preuve, l'article 70 de la Constitution qui stipule que: «l'E peut proclamer la solidarité de tous devant les charges qui résultent des calamités naturelles et nationales, or les ©lections ne constituent en aucun cas une calamité naturelle». La paupérisation de larges couches de la population burundaise est un autre argument qui revient souvent dans les arguments des opposants à l'effort électoral. Les Nations unies estiment à prÃ"s de 70% de la population burundaise qui vivent en dessous du seuil de pauvreté, soit avec moins d'un dollar américain par jour.

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

http://www.arib.info Propulsé par Joomla! Généré: 26 April, 2024, 23:05